

## Noël 2013 : Appauvrissement et régression sociale historiques dans toute l'Union européenne



Les statistiques qui viennent d'être publiées fin décembre par Eurostat pour le mois d'octobre 2013 sont terribles.

Elles le sont d'autant plus qu'elles ne peuvent pas être suspectées de noircir le tableau, bien au contraire ! Elles sont en effet produites par un organisme dépendant de la Commission européenne, et elles se fondent sur les données officielles des États-membres qui sont, tout le monde le sait, souvent enjolivées par des trucages méthodologiques (stages parkings et radiations abusives pour faire descendre artificiellement le nombre de demandeurs d'emploi par exemple).

**Ces données Eurostat pour octobre 2013 sont les suivantes :**

**Grèce** : 27,3 % de chômage officiel pour l'ensemble de la population. Et 54,8 % de chômage pour les jeunes (de 15 à 24 ans).

**Espagne** : 26,7 % de chômage officiel pour l'ensemble de la population ; 57,4 % de chômage pour les jeunes.

**Croatie** : 17,6 % de chômage officiel pour l'ensemble de la population ; 52,4 % de chômage pour les jeunes.

**Chypre** : 17,0 % de chômage officiel pour l'ensemble de la population ; 43,3 % de chômage pour les jeunes.

**Portugal** : 15,7 % de chômage officiel pour l'ensemble de la population ; 36,5 % de chômage pour les jeunes.

**Slovaquie** : 13,9 % de chômage officiel pour l'ensemble de la population ; 31,5 % de chômage pour les jeunes.

**Bulgarie** : 13,2 % de chômage officiel pour l'ensemble de la population ; 28,8 % de chômage pour les jeunes.

**Irlande** : 12,6 % de chômage officiel pour l'ensemble de la population ; 26,0 % de chômage pour les jeunes.

**Italie** : 12,5 % de chômage officiel pour l'ensemble de la population ; 41,2 % de chômage pour les jeunes.



Ces données statistiques brutes se traduisent dans la vie quotidienne par un appauvrissement et une régression sociale historiques sur l'ensemble du continent européen, sans précédent depuis la crise des années 1930 :

## **ALLEMAGNE : 1 ALLEMAND SUR 7 EST PAUVRE ET CE TAUX DE PAUVRETÉ VIENT DE BATTRE UN NOUVEAU RECORD**

Contrairement à un bobard largement véhiculé par les grands médias français, la situation en Allemagne n'a rien de reluisant.

L'une des raisons pour lesquelles l'économie allemande affiche des résultats macro-économiques relativement satisfaisants, notamment pour le chômage (5,8% de taux de chômage officiel), tient dans les réformes du marché du travail dites "réformes Hartz".

Ces réformes, mises en œuvre entre 2003 et 2005, ont eu pour but de renforcer la lutte contre le « *chômage volontaire* ». Elles tirent leur nom d'un dirigeant du secteur privé qui les a inspirées au gouvernement "de gauche" du chancelier Gerhard Schröder (SPD) : Peter Hartz, directeur du personnel de Volkswagen, où il avait négocié des accords sur la flexibilité des horaires.

Lequel Peter Hartz - ainsi devenu le maître à penser du gouvernement social-démocrate - démissionna le 10 juillet 2005 à la suite d'une affaire de corruption...

Une belle autorité morale, en effet.

La plus sévère, et la plus impopulaire, de ces réformes est la dernière, appelée Hartz IV, qui limite drastiquement l'indemnisation des chômeurs de longue durée, en particulier pour ceux qui refusent d'accepter des emplois en-dessous de leur qualification. De plus, ces chômeurs peuvent être embauchés à des salaires inférieurs à la convention collective du secteur. D'autres mesures de Hartz IV ont également suscité de vives critiques, comme la possibilité de réduire les allocations d'un chômeur dont les ascendants ou descendants ont des économies.

Ces réformes, jointes au fait qu'il n'y a pas de SMIC (salaire minimum interprofessionnel) en Allemagne ont eu pour effet que les jeunes Allemands, y compris les diplômés de l'enseignement supérieur, se voient désormais obligés d'accepter des emplois sous-qualifiés et payés une misère s'ils ne veulent pas être à la rue.



## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~  
Ces salaires sont tombés jusqu'à 1 € de l'heure. Et à Berlin, capitale de l'économie prétendument la plus développée d'Europe, certains jeunes accepteraient même de travailler pour pas plus de 55 centimes de l'heure.

Source : <http://www.reuters.com/article/2012/02/08/us-germany-jobs-idUSTRE8170P120120208>

Résultat de tout cela ?

Le 19 décembre 2013, une fédération qui regroupe environ 10 000 associations actives dans le domaine de l'aide sociale et de la santé a tenu une conférence de presse à Berlin pour révéler que « le taux de pauvreté, à 15,2 %, a atteint un nouveau et triste record en 2012 », en fondant son rapport annuel sur les données de l'institut allemand des statistiques (Destatis).

**En Allemagne désormais, 1 personne sur 7 est pauvre ou menacée de pauvreté**, avec un revenu inférieur à 60 % du revenu médian et ce taux de pauvreté spectaculaire est en hausse quasi constante depuis 2006.



The image is a screenshot of a news article from the website Le Point.fr. The page has a red header with the site's name and navigation links. Below the header is a menu with categories like 'ACTUALITÉ', 'MUNICIPALES 2014', 'ÉCONOMIE', 'TECH & NET', 'SANTÉ', 'SPORTS', 'CULTURE', and 'SCIENCES'. The article title is 'Allemagne : la pauvreté à un niveau record' and the sub-headline reads 'Selon une fédération de 10 000 associations actives dans le domaine de l'aide sociale et de la santé, le taux de pauvreté atteint en 2012 15,2 %'. Below the text is a photograph of Angela Merkel with a serious expression. A caption at the bottom of the photo states: 'Angela Merkel a accepté la proposition des sociaux-démocrates de sa grande coalition d'instaurer progressivement un salaire minimum national. © JULIAN STRATENSCHULTE / AFP'.

[Source : [http://www.lepoint.fr/economie/allemande-la-pauvrete-a-un-niveau-record-19-12-2013-1772677\\_28.php](http://www.lepoint.fr/economie/allemande-la-pauvrete-a-un-niveau-record-19-12-2013-1772677_28.php) ]

Cette paupérisation accélérée de l'Allemagne a conduit le SPD à exiger, il y a quelques semaines, la mise en place d'un SMIC à la française comme l'une des conditions à sa participation à la coalition gouvernementale. Le 15 novembre, la chancelière Angela Merkel s'y est en partie résolue en donnant son accord au principe d'un salaire horaire minimum mais qui ne serait pas interprofessionnel comme en France. Elle a même évoqué un montant, en indiquant qu'un « *salaire horaire à 8,50 € aura un rôle à jouer* » dans le futur. Mais, selon la presse allemande, la CDU aurait obtenu du SPD qu'une telle mesure n'entre pas en vigueur avant 2016 au moins.

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
Cela n'a pas empêché une levée de boucliers contre la mesure. En particulier, la Bundesbank - la banque centrale allemande qui exerce une sorte de tutelle implicite sur la BCE -, a mis en garde contre le chaos que la création d'un tel salaire minimum provoquerait dans toute les échelles salariales car **un sixième des salariés allemands touchent moins de 8,50 euros de l'heure**. Selon les instituts économiques, entre 5 et 6,5 millions de personnes seraient en effet concernées.

<http://www.challenges.fr/economie/20131118.CHA7155/allemande-le-spd-impose-a-merkel-le-smic-a-8-50-euros-de-l-heure.html>

## **FRANCE : AVEC 1 MILLION DE BÉNÉFICIAIRES EN 1 MOIS, LES RESTOS DU CŒUR BATTENT UN RECORD D'AFFLUENCE.**

Je ne reviendrai pas ici sur la catastrophe de la situation de l'emploi et de la pauvreté en France, je renvoie à mon récent article sur les derniers chiffres divulgués par l'INSEE le 13 septembre dernier pour l'année 2011 : <http://www.upr.fr/actualite/france/selon-linsee-pauvrete-continue-augmenter-en-france-en-2011>

Mais c'est un bien triste record qui a été rendu public ce 20 décembre 2013. Et tout un symbole, qui confirme que la situation analysée par l'INSEE n'a fait qu'empirer depuis 2011.

**Un mois à peine après l'ouverture de la 29e campagne hivernale, et pour la première fois dans l'histoire de l'association, le cap du million d'inscrits aux Restos du cœur a été franchi.**

Source : <http://www.rfi.fr/france/20131220-france-un-million-restos-coeur-battent-triste-record-affluence>

The image is a screenshot of a news article from RFI (Radio France Internationale). At the top left is the RFI logo. A red navigation bar contains the following categories: ACCUEIL, AFRIQUE, AMÉRIQUES, ASIE, EUROPE, FRANCE, MOYEN ORIENT, ÉMISSIONS, ÉCONOMIE, SPORTS, CULTURE, MUSIQUE, SCIENCE, LANGUE FRANÇAISE, AFRIQUE FOOT, and RFI. Below this, a sub-header reads 'Dernières infos' followed by the article title 'Un homme et une femme tués par balles dans un bar à Paris'. The article's publication date is 'FRANCE - Article publié le : vendredi 20 décembre 2013 à 08:04 - Dernière modification le : vendredi 20 décembre 2013 à 08:07'. The main headline is 'France: avec un million de bénéficiaires, les Restos du cœur battent un triste record d'affluence'. The author is 'Par RFI'. The text begins: 'C'est un bien triste record. Et tout un symbole. Un mois à peine après l'ouverture de la 29e campagne hivernale, et pour la première fois dans l'histoire de l'association, le cap du million d'inscrits a été franchi. Dans ses 2 070 centres d'accueil, animés par 66 000 bénévoles et plusieurs dizaines de permanents, les Restos du cœur proposent aux plus'. To the right of the text is a photograph of a Restos du Cœur food bank. A sign in the foreground reads 'LES RESTAURANTS DU COEUR' and 'LES MENUS DU COEUR'. Below the photo is the caption: 'Une antenne des Restos du cœur à Nice, en novembre 2013. REUTERS/Eric Gaillard'.

## GRÈCE : PRÈS D'UN TIERS DES GRECS SONT DÉSORMAIS SANS COUVERTURE SOCIALE.

L'organisation Médecins du monde a révélé, le 9 décembre, que l'explosion du chômage et la récession - pour la sixième année consécutive - ont conduit 30 % de la population grecque à perdre sa couverture sociale, soit trois millions de personnes.

Cette évolution catastrophique a de graves conséquences pour la santé des enfants et des femmes enceintes : de plus en plus d'enfants atteignent l'âge de 2 ou 3 ans sans avoir jamais été vaccinés et les femmes sans protection sociale doivent payer pour les examens et l'accouchement. Conséquence : entre 2008 et 2011, le nombre d'embryons nés morts a augmenté de 21 %, selon l'organisation, qui évoque « *une crise humanitaire en Grèce* », à laquelle s'ajoute « *une bombe sanitaire* ».

Source : [http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/12/09/pres-d-un-tiers-des-grecs-sans-couverture-sociale\\_3528051\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/12/09/pres-d-un-tiers-des-grecs-sans-couverture-sociale_3528051_3214.html)





*La prétendue « construction européenne » et la suppression du contrôle des mouvements de capitaux sont à l'origine des délocalisations torrentielles des industries européennes vers les pays à très bas coûts de salaires. Il en résulte un appauvrissement généralisé des peuples d'Europe, sur lesquels les Indiens commencent à s'apitoyer. Comme ici l'Hindu Times qui titre sur la pauvreté qui fait des ravages en Grèce et qui provoque des files d'attente pour les soupes populaires.*

*Ce sont les conséquences, observables à l'œil nu, des articles 32 et 63 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui ont organisé, depuis le traité de Maastricht de 1992, les délocalisations industrielles.*

## **CHYPRE : AIDE ALIMENTAIRE POUR PRÈS DE 6% DES CHYPRIOTES**

Après des décennies de croissance alimentée par le tourisme et la finance, l'économie de Chypre a connu deux années de crise économique puis une brutale crise financière. Depuis lors, le taux de chômage, longtemps aux alentours de 5%, grimpe à la verticale : il a atteint un nouveau record à 17% en octobre, et ce n'est pas fini.

Selon un sondage de l'Institut des statisticiens de Chypre, 5,7% de la population, soit 48.000 personnes, dépendent désormais des banques alimentaires qui se sont multipliées à l'initiative de l'église orthodoxe, des municipalités ou de particuliers. Le directeur de la Croix Rouge Takis Neophytou le confirme en indiquant que « depuis mars, le nombre de bénéficiaires chypriotes a explosé. Avant nous avions surtout des immigrants. Aujourd'hui, les Chypriotes constituent 50%. »

Même constat chez l'association de médecins Volunteer Doctors, l'ONG, financée par des dons d'entreprises et de particuliers. Spécialisée auparavant dans les missions humanitaires à l'étranger, elle organise désormais des consultations gratuites dans cinq villes du pays. Selon son dirigeant le Dr George Macriyiannis, « nous soignons 25% d'étrangers, dont beaucoup d'immigrés illégaux, et 75% de Chypriotes -- surtout des retraités, des chômeurs, et beaucoup d'enfants. »

Lundi 23 décembre

Météo Belgique 11° 6° Services >

rtbf.be info

Belgique Régions Monde Europe Eco Société Médias Etc O

Eco Accueil

### Après des décennies de prospérité, les Chypriotes se tournent vers la charité

ECONOMIE | Mis à jour le dimanche 22 décembre 2013 à 14h27

Article Images (3) Commentaires

ENVOYER IMPRIMER TWEET



Une Chypriote vient chercher une aide alimentaire, à Nicosie le 16 décembre 2013  
Yiannis Kourtoglou

Source : [http://www.rtbf.be/info/economie/detail\\_apres-des-decennies-de-prosperite-les-chypriotes-se-tournent-vers-la-charite?id=8163163](http://www.rtbf.be/info/economie/detail_apres-des-decennies-de-prosperite-les-chypriotes-se-tournent-vers-la-charite?id=8163163)

## PORTUGAL : ÉMIGRATION MASSIVE ET ÉCONOMIE DE GUERRE.

Le Portugal est un pays exsangue. Le chômage officiel, qui approchait les 20%, a diminué ces deux derniers trimestres « à la faveur » d'une baisse de la population active. Celle-ci est le fruit d'une émigration de masse dont les flux atteignent, voire dépassent, ceux des années 60 qui avaient vu un grand exode des Portugais, fuyant la misère, la dictature et la guerre coloniale.

Par ailleurs, la moitié des chômeurs ne bénéficie pas d'allocation chômage, et on compte par milliers les exclus du revenu minimum d'insertion, des allocations familiales ou du complément social vieillesse.

Source : [http://www.liberation.fr/monde/2013/12/10/economie-de-guerre-au-portugal\\_965506](http://www.liberation.fr/monde/2013/12/10/economie-de-guerre-au-portugal_965506)

## ESPAGNE : UNE PRÉTENDUE « REPRISE » QUE PERSONNE NE VOIT...

La reprise en Espagne ? Un grand nombre d'Espagnols ne la voit pas. C'est ce qui ressort d'un reportage publié par le site Boursorama, à partir de dépêches de l'AFP :

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
« C'est bientôt Noël. Mes enfants vont me demander des cadeaux. Je fais comment ? », se désole Esmeralda Inglés venue, sans l'avouer à son mari et à ses enfants, prendre son petit déjeuner dans le centre d'accueil Caliu de Barcelone et chercher de quoi les nourrir.

## La reprise en Espagne ? Un grand nombre d'Espagnols ne la voit pas:

AFP le 22/12/2013 à 08:34



Un homme prend son petit déjeuner dans une soupe populaire de Barcelone, le 17 décembre 2013 ( AFP / Lluís Gene)

Source : <http://www.boursorama.com/actualites/la-reprise-en-espagne--un-grand-nombre-d-espagnols-ne-la-voit-pas-1f1de6234193e59438220f18c0385d12>

## ITALIE : LE PATRONAT INQUIET POUR LA COHESION SOCIALE.

Le patronat italien a mis à son tour en garde, jeudi 19 décembre, contre les risques de troubles sociaux qui menacent le pays, et ce malgré les signes prétendus d'une sortie de la crise économique.

A propos de « sortie de crise », la Cofindustria, - équivalent du MEDEF français, qui regroupe près de 150.000 entreprises italiennes -, vient de revoir à la baisse ses prévisions économiques, pourtant déjà catastrophiques. Elle table désormais sur une contraction de -1,8% du produit intérieur brut (PIB) cette année, contre un repli initialement prévu de -1,6%.

« Le principal risque réside dans l'éclatement de la cohésion sociale en raison de l'augmentation des manifestations organisées par des groupes qui prônent la désobéissance et le renversement des institutions », a déclaré la branche responsable des prévisions économiques au sein de la Cofindustria.

Source : <http://bourse.lesechos.fr/infos-conseils-boursiers/actus-des-marches/infos-marches/italie-le-patronat-italien-inquiet-pour-la-cohesion-sociale-938440.php>





*Italie : Face-à-face entre les "Forconi" (manifestants armés de "fourches") et les forces de l'ordre. La situation politique et sociale est explosive en Italie.*



## **CONCLUSION : IL NE FAUT PLUS CROIRE AUCUNE PROPHÉTIE DES EUROPÉISTES.**

L'ensemble des pays de l'Union européenne - et plus spécialement de la zone euro - sont en train de vivre un appauvrissement et une régression sociale d'ampleur historique.

La vraie pauvreté, concrète et désespérée, a désormais refait son apparition en Europe. Selon les calculs effectués par Eurostat et le Parlement européen pour 2011, et donc déjà largement dépassés, l'Union européenne compte

- **120 millions (24%) sont menacés par la précarité ou l'exclusion sociale,**
- **50 millions (10%) vivent dans un foyer où personne ne travaille,**
- **43 millions (8,6%) n'ont pas les moyens d'acheter de quoi se nourrir convenablement,**
- **au moins 4,1 millions (0,82%) sont sans-abri.**

Source : <http://www.europarl.europa.eu/news/en/news-room/content/20130613STO11729/html/Time-for-action-the-stark-facts-of-poverty-in-Europe>

Le chômage n'est pas seul responsable de la pauvreté des Européens. Le sous-emploi en est aussi l'une des principales causes. Les dirigeants d'entreprises, mis sous pression par des actionnaires de plus en plus cupides, exploitent une main-d'œuvre désespérée et prête à accepter n'importe quel type de travail : emplois de mauvaise qualité et sous-payés, « petits boulots » de quelques heures par semaine, « stages » payés une misère que l'on propose aux jeunes diplômés pendant un an avant de les chasser pour leur substituer un nouveau jeune diplômé, etc.

**Ainsi, toutes les belles promesses formulées par les partisans de la construction européenne - notamment lors de la ratification du traité de Maastricht il y a 21 ans -, ont été démenties par le monde réel.**

Pourtant, et c'est ce qui est peut-être le plus révoltant dans cet effondrement général de tout le continent européen, la même petite clique des européistes continuent leur travail de destruction parce qu'ils verrouillent les médias.

Car enfin ! Ce sont les mêmes responsables politiques et les mêmes prétendus "experts" européistes qui avaient promis aux Français monts et merveilles sur ce qu'allait nous apporter le traité de Maastricht, créant l'Union européenne et l'euro, qui monopolisent encore les plateaux de toutes les télévisions et de toutes les radios pour nous expliquer comment sortir de l'enfer économique et social dans lequel ils ont plongé le continent !

Nonobstant leur omniprésence médiatique, quelle crédibilité peuvent encore avoir les Jacques Delors, Valéry Giscard d'Estaing, Michel Rocard, Jacques Attali, Martine Aubry, Michel Sapin, François Bayrou, Nicolas Baverez, Alain Minc, Yves-Thibault de Silguy, etc., qui avaient assuré que l'euro rendrait la France plus compétitive et plus prospère, supprimerait le chômage et les attaques spéculatives ?

Ils devraient raser les murs, la foule des chômeurs devrait les traîner devant les tribunaux pour escroquerie et divulgation de fausses nouvelles, et pourtant ils se pavanent à la télé, comme s'ils n'étaient pour rien dans ce qui se passe ! Non seulement, ils portent l'effroyable responsabilité d'avoir imposé une politique qui a pour effet de détruire l'industrie, l'agriculture, les acquis sociaux et le niveau de vie des peuples d'Europe, mais ils ont en plus le culot sans borne de continuer à prendre la pose du Sage et de l'Expert devant des journalistes payés pour leur faire des courbettes.

Ils nous assurent que sortir de l'Union européenne serait un désastre ? Mais que disent-ils donc du désastre EN COURS ?

Ils nous menacent d'une « attaque spéculative » contre le futur franc ? Mais que disent-ils donc du taux de change de l'euro tellement surévalué qu'il amène la fermeture d'une usine et la perte de 700 emplois industriels par jour ouvrable depuis 7 ans ?

**Il serait non seulement absurde, mais criminel, que les Français accordent encore la moindre attention et le moindre crédit aux prophéties mensongères des responsables politiques européistes et des journalistes à leur botte. Nous devons sortir du piège européen au plus vite, point.**

François ASSELINEAU

***RAPPELONS-NOUS LEURS PROMESSES, FAITES EN 1992, POUR APPELER LES FRANÇAIS À VOTER OUI AU TRAITÉ DE MAASTRICHT CRÉANT L'UNION EUROPÉENNE ET L'EURO***





**« Maastricht constitue les trois clefs de l'avenir : la monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité ; la politique étrangère commune, ce sera moins d'impuissance et plus de sécurité ; et la citoyenneté, ce sera moins de bureaucratie et plus de démocratie. »**

Michel Rocard, *Ouest-France*, 27 août 1992



**« Le traité d'union européenne se traduira par plus de croissance, plus d'emplois, plus de solidarité. »**

Michel Sapin, ministre des finances, *Le Figaro*, 20 août 1992





**« Si le Traité était en application, finalement la Communauté européenne connaîtrait une croissance économique plus forte, donc un emploi amélioré. »**

Valéry Giscard d'Estaing, *RTL*, 30 juillet 1992



**« L'Europe, ce sera plus d'emplois, plus de protection sociale et moins d'exclusion. »**

Martine Aubry à Béthune, 12 septembre 1992



**« La création de cette monnaie européenne n'aura rien d'automatique [...]. En outre, chaque État conservera**

Edouard Balladur 29 avril 1992, *Le Monde*

# Le Monde

*Le texte ci-dessous fut publié par le quotidien Le Monde le 28 octobre 1997, dans la perspective de l'entrée en vigueur de l'euro, qui fut effective dans les échanges interbancaires le 1er janvier 1999. Cet article collégial se voulait une réponse aux doutes et aux critiques que l'adoption de l'euro continuait à soulever à l'époque dans certaines sphères politiques et économiques.*

*Avec le recul du temps, ce texte apparaît de plus en plus comme un symbole et un monument de l'arrogance politique et de l'imbécillité technique des élites européistes françaises.*

## L'EURO, UNE CHANCE POUR LA FRANCE, UNE CHANCE POUR L'EUROPE

**Texte publié dans le supplément économique du quotidien « Le Monde » daté du 28 octobre 1997. (Texte intégral)**

« L'avènement prochain de la monnaie européenne nous concerne tous : Français et citoyens de l'Union européenne. Et pourtant qu'en savons-nous exactement ? L'Europe, trop souvent présentée comme une abstraction et comme une source de contraintes, va enfin se concrétiser dans notre vie de tous les jours d'ici moins de cinq cents jours.

En effet, dès le 4 janvier 1999, les épargnants se familiariseront avec la monnaie unique : les obligations, la cotation des actions, la valorisation des sicavs et des fonds communs de placement, notamment, seront exprimés en euros. Les prix commenceront à être libellés en euros. Les consommateurs, avant même l'introduction des pièces et des billets (janvier 2002), pourront régler leurs achats dans la nouvelle monnaie sous forme de chèques et de paiements par carte. Les entreprises, en particulier, celles qui ont une activité internationale, pourront basculer tout ou partie de leurs activités (facturation, trésorerie, règlements...) en euros.

L'Union européenne, les États membres et de nombreuses entreprises ont d'ores et déjà engagé les préparatifs pour l'introduction de l'euro. Celle-ci ne constitue pas une fin en soi. Elle cimentera le rapprochement des citoyens européens, auxquels elle offrira davantage de bien-être, de cohésion et de capacités d'action.

Sommes-nous pleinement conscient de la portée de cet évènement ? Mesurons-nous les enjeux et les opportunités engendrés par la réalisation de l'Union économique et monétaire ?

### **Savons-nous que l'euro apportera :**

- 1. Le complément logique du marché unique. L'Europe a assez souffert des fluctuations de change depuis vingt-cinq ans pour ne pas chercher à **fixer irrévocablement les taux de conversion** des monnaies des États membres. Ne pas le faire, c'est nous condamner à encourir le risque de crises spéculatives, et à en payer indéfiniment le prix, notamment sous la forme de taux d'intérêts plus élevés.
- 2. Une référence commune des prix dans les pays appartenant à la zone euro, ce qui développera la concurrence et stimulera les échanges. Elle assurera ainsi des prix attractifs et effectivement comparables



~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
pour les consommateurs, dont les choix seront facilités par une offre de services d'une qualité croissante.

- 3. **Une gestion saine des finances publiques.** Celle-ci est de toute façon indispensable. **Mais coordonnée à l'échelle européenne, elle favorisera la croissance au sein d'un grand marché homogène, facilitera la modération des impôts** et des taux d'intérêts bas. Elle bénéficiera aux investisseurs, aux consommateurs et aux entreprises qui pourront ainsi développer la recherche, l'activité et l'emploi.
- 4. L'élargissement des possibilités de financement des entreprises et de placement de notre épargne dans un marché financier européen de taille mondiale.
- 5. Une source de simplification et d'économie dans les transactions au sein de l'Union (disparition du risque de change, paiements transfrontaliers moins coûteux...).
- 6. Une monnaie reconnue qui concurrencera le dollar et le yen. L'euro donnera à l'Europe, première puissance commerciale mondiale, l'expression de sa véritable dimension économique. **La Banque centrale européenne assurera la stabilité du pouvoir d'achat** tant dans notre vie quotidienne que dans nos placements à l'étranger. L'euro sera ainsi le symbole concret de **l'identité européenne** et assurera à l'Union européenne une position centrale dans le concert international.
- 7. Dans une Europe unifiée par l'économie et la monnaie, **les citoyens et les entreprises, disposant désormais d'une totale liberté de mouvement, pourront tisser des liens approfondis. Des solidarités nouvelles pourront alors naître** dans les domaines sociaux, culturels et politiques. **Ainsi se forgera une Europe plus harmonieuse et plus démocratique.**

**Tous ces attraits de l'euro sont encore trop mal connus** des populations européennes. Or l'adoption réussie de la nouvelle monnaie exige la confiance de tous, ce qui nécessite l'émergence d'un enthousiasme fort, expression d'une adhésion partagée. Il n'est que temps de susciter cette prise de conscience et cette appropriation de l'euro à tous les niveaux. La publication rapide d'un schéma de passage à l'euro pour l'ensemble de la société française constitue, à cet égard, une urgence.

Depuis des siècles, l'Europe a recherché, par des voies souvent éphémères ou condamnables, **une unité durable**. Elle n'y est jamais totalement parvenue, car les valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité n'ont jamais réussi à s'harmoniser durablement dans un cadre pacifique et démocratique.

Aujourd'hui, le traité de l'Union européenne, ratifié par le peuple français en 1992, offre désormais une base solide pour tous les États membres. A travers l'Union économique et monétaire, c'est la société européenne de demain que nous bâtissons ensemble pour nous mêmes et pour nos enfants. **Une société fondée sur des valeurs humanistes** et une culture à laquelle ont contribué tous les peuples de l'Union européenne. **Ne laissons pas passer cette chance !**

**Des voix s'élèvent encore de temps à autres pour inciter au doute et au rejet. Serons nous prêts à temps ? Une telle union sera-t-elle durable ? L'euro n'est-il pas un facteur de chômage ? Tous ces efforts ont-ils un sens ?**

**Ces interrogations sont surtout la manifestation d'un manque de confiance en nous-mêmes** et dans notre capacité à faire face aux défis du monde d'aujourd'hui.

L'Europe ne **retrouvera la voie de la prospérité et du plein emploi** que par la mobilisation des énergies et le respect commun de règles de bon sens (saine gestion économique, maîtrise des budgets...). **Les efforts consentis hier et aujourd'hui en ce sens feront demain** la force de l'Union européenne et assureront durablement notre prospérité ainsi que notre rayonnement dans un monde de plus en plus interdépendant.

Au sein de l'Union, les pouvoirs publics français et allemands notamment déploient une détermination continue pour respecter les échéances de l'Union économique et monétaire.

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
Il est grand temps que les acteurs économiques et sociaux intensifient leurs travaux d'adaptation pour bénéficier des avantages de cette mutation sans précédent. C'est au prix d'un tel engagement que les citoyens, informés de ces enjeux et de ces attraits, participeront alors positivement à l'émergence de la monnaie européenne. L'euro touchera à bien des aspects de la vie sociale, par exemple le fonctionnement des entreprises, des associations, des administrations et le quotidien du particulier.

**Ses bienfaits** seront d'autant plus effectifs que les préparations techniques auront été engagées et achevées le plus tôt possible. C'est en levant au plus vite les contraintes du basculement que les banques et les entreprises pourront saisir les opportunités de croissance nouvelle ainsi offertes. Il s'agit d'une course contre la montre dont tous les acteurs doivent être pleinement conscients. C'est une chance mais aussi un devoir que de se préparer au plus vite.

**L'euro sera l'un des piliers d'une cohésion nouvelle.** C'est un acte de confiance dans l'avenir, **un facteur d'espérance et d'optimisme**, qui permettra à l'Europe de mieux affirmer sa destinée et d'entrer de plain-pied dans un XXI<sup>e</sup> siècle **fondé sur la paix et la liberté** ».

### Signataires :

- **Michel Albert**, membre du Conseil de politique monétaire ;
- **Edmond Alphandéry**, président d'EDF ;
- **Jacques Attali**, conseiller d'État ;
- **Robert Baconnier**, président du directoire du Bureau Francis Lefebvre ;
- **René Barberye**, président du directoire du Centre national des Caisses d'épargne et de prévoyance ;
- **Claude Bébéar**, président d'AXA-UAP ;
- **Jean-Louis Beffa**, président de Saint-Gobain ;
- **Christian Blanc**, ancien président d'Air France ;
- **Christian de Boissieu**, universitaire, économiste ;
- **Jean Boissonnat**, journaliste ;
- **Philippe Bourguignon**, président du Club méditerranée ;
- **Monique Bourven**, président-directeur général State Street Bank SA ;
- **Hervé Carré**, directeur des affaires monétaires à la Commission européenne ;
- **Jérôme Clément**, président de la Cinquième ;
- **Bertrand Collomb**, président de Lafarge ;
- **Paul Coulbois**, professeur émérite des universités ;
- **Lucien Douroux**, directeur général de la Caisse nationale du crédit agricole ;
- **Jean-René Fourtou**, président de Rhône-Poulenc ;
- **Jean-Marie Gorse**, président national du centre des jeunes dirigeants (CJD) ;
- **Gilbert Hyvernat**, directeur général de la Croix-Rouge française ;
- **Jean Kahn**, président de la Commission consultative européenne « racisme-xénophobie » ;
- **Philippe Lagayette**, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;
- **Pascal Lamy**, directeur général du Crédit Lyonnais ;
- **Jacques de Larosière**, président de la BERD ;
- **Daniel Lebègue**, vice-président de la BNP ;
- **Robert Léon**, gérant de Qualis SCA ;
- **Edmond Malinvaud**, professeur honoraire au Collège de France ;
- **Gérard Mestrallet**, président du directoire de Suez-Lyonnais des eaux ;
- **Jean Miot**, président de l'AFP ;
- **Thierry de Montbrial**, membre de l'Institut ;
- **Etienne Pflimlin**, président du Crédit mutuel ;
- **Jean-François Pons**, directeur général adjoint à la Commission européenne ;
- **René Ricol**, président du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables (csoec) ;
- **Jacques Rigaud**, président de RTL ;
- **Gérard Trémège**, président de l'Assemblée des chambres de commerce et d'industrie.